

**ASSEMBLÉE NATIONALE**  
25 octobre 2022

---

PLF POUR 2023 - (N° 273)

Commission	
Gouvernement	

**AMENDEMENT**

N ° II-1506

présenté par

M. Mickaël Bouloux, rapporteur spécial au nom de la commission des finances

-----

**ARTICLE 27**

**ÉTAT B**

**Mission « Recherche et enseignement supérieur »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Formations supérieures et recherche universitaire	0	0
Vie étudiante	0	0
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	0	3 000 000
Recherche spatiale	0	0
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	0	0
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	0	0
Recherche duale (civile et militaire)	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	0	0
Soutien exceptionnel à l'Institut Paul-Émile Victor pour faire face à la hausse du coût de l'énergie ( <i>ligne nouvelle</i> )	3 000 000	0
<b>TOTAUX</b>	3 000 000	3 000 000
<b>SOLDE</b>	0	

### EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement propose d'abonder de 3 millions d'euros une nouvelle action 1 Soutien exceptionnel à l'IPEV pour faire face à la hausse du coût de l'énergie d'un nouveau programme Soutien exceptionnel à l'IPEV pour faire face à la hausse du coût de l'énergie pour augmenter d'autant la subvention pour charges de service public (SCSP) de l'IPEV.

L'Institut Paul-Émile Victor (IPEV) est l'agence de moyens et de compétences au service des laboratoires de recherche nationaux, offrant les moyens humains, matériels, logistiques, techniques et financiers nécessaires au développement de la recherche française dans les régions polaires et subpolaires.

L'Institut est confronté à l'augmentation importante des coûts de l'énergie pour ses stations, du carburant pour ses navires et du transport aérien. 3 millions d'euros sont absolument nécessaires pour lui permettre de supporter ces augmentations. Sans cela, il existe un vrai risque de fermeture définitive de certaines stations, ce qui amoindrirait le rôle de la France aux pôles et ouvrirait la voie à d'autres puissances dans ces zones importantes tant pour la recherche que pour les enjeux géostratégiques.

En raison des règles de recevabilité budgétaire imposées par l'article 40 de la Constitution, cet amendement propose de diminuer de 3 millions d'euros les crédits de l'action 2 Agence nationale de la recherche du programme 172 Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires. M. le député souhaite par ce gage alerter sur l'importance croissante de la recherche sur projets au détriment des financements récurrents, la recherche sur projets étant chronophage, source d'anxiété pour les chercheurs et constituant une atteinte à la liberté de la recherche.